



RAPPORT FINANCIER

Semestriel

Au 30 juin 2025

Table des matières

Rapport semestriel d'activité 2025	3
1. Comptes semestriels	6
1.1 Bilan au 30 juin 2025.....	6
1.2 Compte de résultat semestriel 2025	8
2. Annexes.....	9
2.1 Règles et méthodes comptables	9
2.2 Faits caractéristiques de la période.....	13
2.3 Notes sur le bilan	14
2.4 Notes sur le compte de résultat.....	18
2.5 Autres informations	21
2.6 Tableau des flux de trésorerie	22

Rapport semestriel d'activité 2025

Excellentes performances commerciales et financières au 1er semestre 2025 marquées par une amélioration de la rentabilité (EBITDA retraité¹ 11%)

- Niveau d'activité record qui valide la stratégie axée vers l'excellence opérationnelle et la structuration de la Société
 - ✓ Chiffre d'affaires S1 2025 à 7,7 M€, en très forte hausse : +68% vs. S1 2024
 - ✓ Montée en puissance des stations du réseau Carrefour déployées en 2024
 - ✓ Déploiements au sein du réseau E. Leclerc finalisés à hauteur de 75% (225 stations équipées sur 300)
- 80% du chiffre d'affaires semestriel réalisé auprès d'annonceurs locaux, illustrant l'expertise unique de Fill Up Média auprès de cette audience
- Performance financière marquée par une forte amélioration de la rentabilité au S1 2025 :
 - ✓ EBITDA retraité positif à 869 K€ (vs. une perte de 342 K€ au S1 2024) : forte hausse de l'activité conjuguée à une maîtrise des frais de structure
- Ajustement du chiffre d'affaires 2025 entre 18 et 20 M€ (soit un doublement du CA par rapport à l'exercice précédent), marge d'EBITDA retraitée¹ proche de 20%
- Atteinte des objectifs financiers 2025 sur l'exercice 2026 : chiffre d'affaires de 26 M€ et marge d'EBITDA retraitée supérieure à 35%

¹ Dans le cadre du financement de ses investissements, notamment les écrans utilisés pour diffuser les annonces de ses clients, la Société peut avoir recours à des opérations de location financière ou de crédit-bail. En norme IFRS, les loyers générés par ce mode de financement sont capitalisés et immobilisés au bilan et amortis en compte de résultat. Dans un souci de comparaison avec des sociétés de plus grande taille qui reportent leurs comptes en normes IFRS, la Société a décidé de communiquer également un « EBITDA retraité » pour les investisseurs financiers. Ce solde et en particulier la marge « d'EBITDA retraité » continuera d'être un indicateur clé de performance. Ce retraitement concerne uniquement la partie relative aux charges locatives des opérations de financement des CAPEX.

Compte de résultat simplifié au 30 juin 2025

En K€	S1 2024	S1 2025	Variation
Chiffre d'affaires	4 602	7 683	+68%
EBITDA	(543)	680	+225%
Marge d'EBITDA	-10%	9%	+19pts
EBITDA retraité des leasing	(342)	869	+354%
Marge d'EBITDA retraité ¹	-6%	11%	+17pts
Résultat d'exploitation	(1 189)	(389)	-67%
Résultat financier	(122)	(409)	-235%
Résultat courant	(1 311)	(797)	-39%
Résultat net	(1 235)	(752)	-39%

Résultats financiers du premier semestre 2025 : activité commerciale record et retour à la rentabilité

Comme annoncé en juillet dernier, Fill Up Média enregistre un chiffre d'affaires en forte progression (+68% par rapport au 1^{er} semestre 2024), atteignant 7,7 M€. La Société a notamment bénéficié des revenus générés par l'extension de son parc d'écrans : les installations du réseau Carrefour sont terminées depuis le second semestre 2024 et les déploiements au sein du réseau E.Leclerc sont désormais finalisés à 75%.

Fill Up Média a également étoffé sa force de vente avec le recrutement de 29 commerciaux au cours du semestre pour un total de 58 personnes.

L'entité en charge de la commercialisation de l'offre à destination des annonceurs locaux (55 personnes) a généré au S1 2025 6 146 K€ soit 87% du CA réalisé sur l'ensemble de l'année 2024 sur la même typologie de clients. Cette performance exceptionnelle témoigne de la singularité du positionnement de Fill Up Média auprès d'une audience spécifique et constitue une véritable barrière à l'entrée.

En parallèle, les contrats conclus avec Immediacenter et in-Store Media ont permis d'enregistrer 473 K€ au cours des six premiers mois de 2025, soit 6% du chiffre d'affaires total réalisé au S1 2025, un niveau stable vs. S1 24.

Cette dynamique commerciale historique s'appuie avant tout sur une stratégie à long-terme, déployée à tous les niveaux de l'organisation et centrée sur l'excellence opérationnelle. Cette approche se concrétise notamment au travers d'une politique RH agile, favorisant une intégration plus fluide des collaborateurs afin de les rendre

opérationnels plus rapidement, une autonomie renforcée des managers qui leur permet de piloter leurs équipes avec une plus grande réactivité, une responsabilisation accrue de la force de vente, un pilotage interne plus strict ou encore une politique de fidélisation qui place le client au cœur des prises de décision.

Cette stratégie fait suite au renouvellement intégral de la force de vente il y a 18 mois conjugué à la révision du système de rémunération des commerciaux permettant un meilleur contrôle des intéressements variables.

Les charges opérationnelles s'établissent à 7,2 M€ et progressent de +16% par rapport au premier semestre 2024, en lien avec la hausse de l'activité. Cette évolution s'explique en partie par la hausse des effectifs, notamment commerciaux ; au 30 juin 2025 Fill Up Média comptait 95 collaborateurs contre 62 à fin décembre 2024. En conséquence, les charges de personnel augmentent de l'ordre de +22% sur un an tandis que les frais de structure sont stables, traduisant une maîtrise de la base de coûts dans un contexte de forte croissance.

Fill Up Média enregistre un EBITDA retraité de l'ordre de 0,9 M€, à comparer à -0,3 M€ au premier semestre 2024 et à -0,6 M€ à fin décembre 2024. Cette très bonne performance financière marque ainsi le retour à la rentabilité en marge d'un second semestre attendu également en hausse.

Compte tenu de ces différents éléments et d'un résultat financier qui s'établit à -0,4 M€, le résultat courant atteint -0,8 M€ au 30 juin 2025, soit une amélioration de +39% par rapport au 31 décembre 2024.

Au total, la perte nette de la Société s'établit à -0,8 M€ au 30 juin 2025.

Stratégie et perspectives

Après une performance historique réalisée au cours du premier semestre 2025, Fill Up Média entend capitaliser sur la montée en puissance de sa force de vente pour commercialiser son offre auprès du plus grand nombre d'annonceurs locaux, régionaux et nationaux. La Société devrait finaliser les installations au sein du réseau E.Leclerc dans les prochaines semaines. Le second semestre devrait ainsi s'inscrire en croissance par rapport au premier semestre 2025.

Dans ce contexte de forte dynamique commerciale, Fill Up Média ambitionne de réaliser une croissance annuelle de près de +96%, soit un chiffre d'affaires compris entre 18 et 20 M€ avec un taux de marge d'EBITDA retraitée¹ proche de 20%. Le retard pris en début d'année dans les recrutements de commerciaux amène la Société à décaler ses objectifs financiers d'un trimestre (chiffre d'affaires 2025 de 26 M€ et marge d'EBITDA retraitée supérieure à 35%). Néanmoins, la trajectoire observée depuis le mois d'avril aurait permis, sur 12 mois glissant, d'atteindre ces objectifs.

Fill Up Média confirme par ailleurs son ambition de déployer sa solution innovante à partir de 2027 à l'échelle européenne, en se concentrant en premier lieu sur l'Allemagne et le Bénélux grâce au support de son partenaire historique TotalEnergies.

1. Comptes semestriels

1.1 Bilan au 30 juin 2025

Bilan Actif - FUM - en €	Au 30/06/25		Au 31/12/24	
	Brut	Amort./Dépré.	Net	Net
Immobilisations incorporelles	4 952 322	(2 839 472)	2 112 850	2 208 638
dont Frais d'établissement	1 144 839	(721 391)	423 448	529 494
dont Frais de recherche et de développement	2 093 192	(1 103 952)	989 240	563 383
dont Concession, brevets et droits similaire	1 198 557	(771 608)	426 949	155 994
dont Autres immobilisations incorporelles	376 980	(242 522)	134 458	134 056
dont Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	138 755		138 755	825 712
Immobilisations corporelles	10 990 902	(3 255 190)	7 735 712	4 760 972
dont Install. techniques, matériels et outillages industriels	10 910 650	(3 210 449)	7 700 201	2 849 261
dont Autres immobilisations corporelles	80 252	(44 741)	35 511	40 301
dont Immobilisations en cours	-	-	-	1 871 410
Immobilisations financières	589 224	-	589 224	616 462
dont Autres titres immobilisés	2 500	-	2 500	2 500
dont Autres immobilisations financières	586 724	-	586 724	613 962
Total Actif immobilisé	16 532 447	(6 094 662)	10 437 785	7 586 073
Stocks	47 517	-	47 517	44 839
dont Matières premières, approvisionnements	47 517	-	47 517	44 839
Avances et acomptes versés sur cdes	2 314	-	2 314	23 012
Clients et comptes rattachés	13 552 389	(1 007 550)	12 544 840	9 661 981
Autres créances	2 101 848	-	2 101 848	1 784 831
Valeurs mobilières de placement	50	-	50	50
Disponibilités	702 118		702 118	3 222 537
Charges constatées d'avance	180 308		180 308	257 363
Total Actif circulant + CCA	16 586 545	(1 007 550)	15 578 995	14 994 613
Frais d'émission d'emprunts et Primes de remboursement des obligations	996 209		996 209	1 048 186
TOTAL BILAN ACTIF	34 115 201	(7 102 212)	27 012 989	23 628 872

Bilan Passif - FUM - en €	Au 30/06/25	Au 31/12/24
Capital social	745 881	745 881
Primes d'émission, de fusion, d'apport	2 393 955	7 697 398
Réserves	31 752	31 752
dont Réserve légale	21 400	21 400
dont Autres réserves	10 352	10 352
Report à nouveau	-	(2 750 003)
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	(775 394)	(2 527 190)
Total Capitaux propres	2 396 194	3 197 838
Total Provisions pour R&C	-	-
Emprunts et dettes financières	10 612 561	8 636 575
dont Emprunts obligataires convertibles	3 280 328	2 805 103
dont Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit	7 231 325	5 813 792
dont Emprunts et dettes financières diverses	100 908	17 680
Fournisseurs et comptes rattachés	9 357 784	7 888 487
Dettes fiscales	2 754 213	2 292 060
Dettes sociales	543 016	373 851
Autres dettes	199 056	54 245
Produits constatés d'avance	1 150 165	1 185 815
Total Dettes & Comptes de régularisation	24 616 795	20 431 034
TOTAL BILAN PASSIF	27 012 989	23 628 872

1.2 Compte de résultat semestriel 2025

Compte de résultat - FUM - en €	Au 30/06/25	Au 30/06/24	Au 31/12/24
Production vendue de services	7 683 106	4 602 413	9 731 119
Chiffre d'affaires net	7 683 106	4 602 413	9 731 119
Production immobilisée	138 755	255 270	498 471
Subventions d'exploitation	7 433	2 500	5 567
Reprises sur amort. et prov., transf. de charges	46 267	152 508	599 583
Autres produits	29 619	210	940
Total des produits d'exploitation	7 905 180	5 012 901	10 835 681
Achats de mat.1° et autres appro.	(2 736)	(2 880)	(5 567)
Variation de stock (mat. 1° et appro.)	2 678	(4 339)	(4 339)
Autres achats et charges externes	(3 865 134)	(2 799 983)	(6 290 463)
Impôts, taxes et versements assimilés	(112 277)	(60 291)	(128 071)
Salaires et charges	(2 989 432)	(2 455 590)	(4 674 209)
Dotations d'exploitation	(1 011 574)	(646 398)	(1 218 719)
Sur immobilisations : - Dotations aux amortissements	(770 501)	(436 696)	(899 140)
Sur actif circulant : Dotations aux provisions	(241 073)	(209 702)	(319 579)
Autres charges	(315 393)	(232 416)	(620 164)
Total des charges d'exploitation	(8 293 868)	(6 201 898)	(12 941 531)
RESULTAT D'EXPLOITATION	(388 688)	(1 188 997)	(2 105 851)
Total des produits financiers	3 104	2 291	2 291
Total des charges financières	(411 797)	(124 398)	(348 566)
RESULTAT FINANCIER	(408 693)	(122 107)	(346 276)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(797 381)	(1 311 104)	(2 452 126)
Total des produits exceptionnels	-	32 988	1 007 465
Total des charges exceptionnelles	(483)	(21 971)	(1 207 427)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(483)	11 017	(199 962)
Impôts sur les bénéfices	46 016	65 500	124 898
RESULTAT NET	(751 849)	(1 234 587)	(2 527 190)

2. Annexes

2.1 Règles et méthodes comptables

La période a une durée de 6 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2025. Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes semestriels. Ces comptes semestriels ont été arrêtés le 22 septembre 2025 par les dirigeants de l'entreprise.

2.1.1 Règles générales

Les comptes semestriels au 30 juin 2025 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° n° 2022-06 du 4 novembre 2022, modifiant le règlement n°2014-03 du 5 juin 2014, lui-même amendé par les règlements n° 2015-06 et 2016-07.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'une période à l'autre,
- indépendance des périodes,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de réglementation comptable : l'application du règlement de l'ANC 2022-06 sur la modernisation des états financiers, entraîne un changement de méthode comptable. Ce nouveau règlement n'a pas d'impact significatif sur les méthodes d'évaluations ou sur la présentation du compte de résultat de notre société.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2.1.2 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Concessions, logiciels et brevets :	1 à 8 ans
Autres immobilisations incorporelles :	1 à 8 ans
Agencements des constructions :	10 à 20 ans
Installations techniques :	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriels :	3 à 10 ans
Installations générales, agencements et aménagements divers :	3 à 10 ans
Matériel de bureau :	5 à 10 ans
Matériel informatique :	2 à 3 ans
Mobilier :	3 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Frais d'établissement

Les frais d'augmentation de capital, de fusion et de scission ont été inscrits à l'actif en frais d'établissement.

2.1.3 Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

2.1.4 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Une analyse « ligne à ligne » est également réalisée afin d'isoler et de déprécier à 100% les créances irrécouvrables (liquidation ou cessation du client).

En fonction de cette analyse, la règle de dépréciation standard des créances clients considérées comme risquées est la suivante :

- | | |
|--|------|
| - Créance échue depuis plus de 6 mois : | 25%, |
| - Créance échue depuis plus de 12 mois : | 50%, |
| - Créance échue depuis plus de 24 mois : | 90%. |

Lorsque la société estime que le recouvrement est totalement compromis, la dépréciation est portée à 100%.

Au 30 juin 2025, la dépréciation des comptes clients a fait l'objet d'une analyse approfondie et les risques de non-recouvrement ont été appréhendés par un

complément de dépréciation. Le recouvrement de certaines créances a été confié à un prestataire externe.

2.1.5 Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont répartis sur la durée de l'emprunt.

2.1.6 Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise, qui sont majeurs et inhabituels, et sur lesquels l'entreprise ne peut pas influencer.

2.1.7 Recherche, Développement, Innovation :

Depuis sa création, notre société développe des solutions innovantes dans le domaine des écrans publicitaires installés sur les pompes à essence ainsi que dans les domaines associés.

Les frais de recherche et développement inscrits à l'actif correspondent aux dépenses qui répondent à la définition d'un actif. Il s'agit en particulier des salaires et charges sociales des personnes qui ont concouru aux divers projets de développement. Ces frais sont portés à l'actif et amortis sur 5 à 8 ans à compter de leur mise en service, c'est à dire lors de la mise en exploitation des contrats commerciaux de la société.

Les avantages économiques liés aux frais de recherche et développement viennent théoriquement sur la durée des contrats (8 ans).

Au 30 juin 2025, les frais de R&D représentent environ 2,1 M€, amortis de 1,1 M€.

Le crédit d'impôt Innovation déclaré au titre de l'exercice résulte d'une analyse technique. Notre société est accompagnée par un consultant spécialisé dans ce domaine pour déterminer le montant de ce crédit d'impôt. Le crédit d'impôt Innovation pris en produit au titre du semestre s'élève à 35 K€.

2.1.8 Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé d'accord particulier. Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

2.1.9 Modification des durées d'amortissement

Jusqu'au 31 décembre 2020, les caissons figurant en immobilisations étaient amortis sur la durée du contrat commercial auquel ils étaient liés.

Les caissons étaient initialement amortis sur 6 ans, durée des premiers contrats d'exploitation.

La Société a augmenté la durée d'amortissement de ses caissons pour la passer à 8 ans pour la partie électrique, 10 ans pour la partie métallique, car le taux de disponibilité et de fonctionnement des écrans était de plus de 99 % sur 2021. Ce fort taux de disponibilité constaté après plus de 4 années d'exploitation a permis à la Société d'envisager une exploitation de son parc pour deux années complémentaires. De plus, la Société s'est appuyée sur un benchmark d'écrans similaires (écrans installés dans les gares et les métros) conçus et fabriqués par le même prestataire et qui sont aujourd'hui installés et en parfait état de fonctionnement depuis 10 ans.

Enfin, les frais d'entretien et de maintenance sont très limités.

En conséquence, les durées d'amortissement des caissons ont été revues.

Ceci constituait un changement d'estimation, traité de manière prospective au 1^{er} janvier 2021.

2.1.10 Affacturation

La société a recours à une société d'affacturation auprès de laquelle elle cède une partie de ses créances clients en contrepartie d'un financement court terme. Le contrat d'affacturation prévoit qu'il y ait subrogation entre la société et le Factor.

Les postes du bilan concernés par l'affacturation se détaillent ainsi :

Bilan d'affacturation - FUM - en €		Au 30/06/25
Dépôts et cautions		239 521
Total Comptes affacturation - Actif		239 521
Autres dettes		
Total Comptes affacturation - Passif		-

Le montant des créances cédées au factor et non réglées à leur date d'exigibilité est déduite de la trésorerie et retraitée en créance clients.

2.2 Faits caractéristiques de la période

Montée en puissance du contrat avec le réseau Leclerc.

2.3 Notes sur le bilan

2.3.1 Actif immobilisé

Variation des immobilisations - FUM		Valeur brute			
En €	Au 31/12/24	Acquisitions	Cessions	Virements	Au 30/06/25
Frais d'établissement	1 144 839				1 144 839
Frais de recherche et de développement	1 569 090			524 101	2 093 192
Concession, brevets et droits similaire	848 503	48 443		301 611	1 198 557
Autres immobilisations incorporelles	331 900	45 080			376 980
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	825 712	138 755		(825 712)	138 755
Immobilisations incorporelles	4 720 044	232 278	-	-	4 952 322
Installations techniques, matériels et outillage industriels	5 659 230	10 719	(23 614)	5 264 315	10 910 650
Autres immobilisations corporelles	78 118	2 134			80 252
Immobilisations en cours	1 871 410	3 392 906		(5 264 315)	-
Immobilisations corporelles	7 608 757	3 405 759	(23 614)	-	10 990 902
Autres titres immobilisés	2 500				2 500
Autres immobilisations financières	613 962		(27 238)		586 724
Immobilisations financières	616 462	-	(27 238)	-	589 224
Total Actif immobilisé (en valeur brute)	12 945 263	3 638 037	(50 852)	-	16 532 447

Variation des immobilisations - FUM		Amortissements et dépréciations			
En €	Au 31/12/24	Augmentations	Diminutions	Virements	Au 30/06/25
Frais d'établissement	615 345	106 046			721 391
Frais de recherche et de développement	1 005 708	98 244			1 103 952
Concession, brevets et droits similaire	692 508	79 100			771 608
Autres immobilisations incorporelles	197 844	44 677			242 522
Immobilisations incorporelles	2 511 405	328 067	-	-	2 839 472
Installations techniques, matériels et outillage industriels	2 809 969	400 549	(69)		3 210 449
Autres immobilisations corporelles	37 816	6 925			44 741
Immobilisations corporelles	2 847 785	407 474	(69)	-	3 255 190
Immobilisations financières	-	-	-	-	-
Total Actif immobilisé (amortissements et dépréciations)	5 359 190	735 541	(69)	-	6 094 662

Variation des immobilisations - FUM		Valeur nette comptable			
En €	Au 31/12/24	Acquisitions	Cessions	Virements	Au 30/06/25
Frais d'établissement	529 494	(106 046)	-	-	423 448
Frais de recherche et de développement	563 383	(98 244)	-	524 101	989 240
Concession, brevets et droits similaire	155 994	(30 656)	-	301 611	426 949
Autres immobilisations incorporelles	134 056	403	-	-	134 458
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	825 712	138 755	-	(825 712)	138 755
Immobilisations incorporelles	2 208 638	(95 789)	-	-	2 112 850
Installations techniques, matériels et outillage industriels	2 849 261	(389 830)	(23 545)	5 264 315	7 700 201
Autres immobilisations corporelles	40 301	(4 791)	-	-	35 511
Immobilisations en cours	1 871 410	3 392 906	-	(5 264 315)	-
Immobilisations corporelles	4 760 972	2 998 285	(23 545)	-	7 735 712
Autres titres immobilisés	2 500	-	-	-	2 500
Autres immobilisations financières	613 962	-	(27 238)	-	586 724
Immobilisations financières	616 462	-	(27 238)	-	589 224
Total Actif immobilisé (en valeur nette comptable)	7 586 073	2 902 496	(50 783)	-	10 437 785

Les Autres immobilisations incorporelles, soit 134 K€ nets, se composent notamment d'études réalisées par des instituts indépendants et permettant d'analyser le comportement des automobilistes face aux écrans de la Société.

139 K€ de frais de développement ont été portés à l'actif sur le premier semestre de l'exercice 2025, principalement aux développements de caissons de nouvelle génération, mais également aux améliorations de l'ERP de la société. Ils ont été classés en immobilisations en cours et seront transférés en Frais de R&D et amortis lors de leur mise en service.

2.3.2 Immobilisations financières

Les 589 K€ d'immobilisations financières sont composées de :

- 3 K€ d'actions Time for the Planet, classes en autres titres immobilisés
- 128 K€ de caution auprès de BPI,
- 240 K€ de fonds de garantie et réserve de financement du factor,
- 104 K€ de dépôts et cautionnements divers (locations notamment),
- 115 K€ de contrat de liquidité (liquidités pour 63 K€ et actions pour 52 K€).

2.3.3 Créances clients

Les créances clients se composent des principaux postes suivants :

Clients - FUM - en €	Au 30/06/25	Au 31/12/24	Var. en €	Var. en %
Créances clients	2 007 327	1 928 134	↑ +79 193	4 %
Clients douteux	1 605 026	1 330 186	↑ +274 840	21 %
FAE	9 940 037	7 216 405	↑ +2 723 632	38 %
Sous-total Créances clients brutes	13 552 389	10 474 724	↑ +3 077 665	29 %
Dépréciation clients douteux	(1 007 550)	(812 744)	↓ - 194 806	24 %
Total Créances clients nettes	12 544 840	9 661 981	↑ +2 882 859	30 %
Taux de dépréciation des créances brutes	7,4 %	7,8 %	→ - 0,3 points	

2.3.4 Composition du capital social et affectation du résultat

Capital social d'un montant de 745 881,25 euros décomposé en 2 983 525 actions d'une valeur nominale de 0,25 euros.

Conformément aux décisions de l'assemblée générale du 4 juin 2025, le résultat de l'exercice précédent et le report à nouveau débiteur ont été affectés en déduction de la prime d'émission.

Variation des capitaux propres - FUM - en €	Au 31/12/24	Augmentations	Diminutions	Affect. résultat 12/24	Résultat 06/25	Au 30/06/25
Capital	745 881	-	-			745 881
dont Capital souscrit appelé versé	745 881	-	-			745 881
Primes	7 697 398	-	- 26 250	(5 277 193)		2 393 955
dont Primes d'émission	7 697 398	-	- 26 250	(5 277 193)		2 393 955
Réserves	31 752		-	-		31 752
dont Réserve légale	21 400		-	-		21 400
dont Autres réserves	10 352		-	-		10 352
Report à nouveau (solde créditeur ou débiteur)	(2 750 003)		-	2 750 003		-
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	(2 527 190)		-	2 527 190	(775 394)	(775 394)
Total hors Subventions, Prov. réglementées et Autres fonds propres	3 197 838	-	- 26 250	-	(775 394)	2 396 194
<i>Distribution de dividendes</i>					-	
Total Capitaux propres	3 197 838	-	- 26 250	-	(775 394)	2 396 194

Les actions émises lors de l'augmentation du capital du 28 juin 2022 bénéficient d'un droit de vote simple. Les actionnaires historiques bénéficient d'actions à droit de vote double.

2.3.5 État des dettes

Les dettes financières nettes se détaillent ainsi :

Emprunts et dettes financières - FUM - en €	Au 30/06/25	Au 31/12/24	Var. en €	Var. en %
Emprunts et dettes assimilées	10 612 561	8 636 575	↑ +1 975 985	23 %
dont Emprunts obligataires convertibles	3 280 328	2 805 103	↑ +475 224	17 %
dont Emprunts auprès des établissements de crédit	7 231 325	5 813 792	↑ +1 417 534	24 %
dont Autres emprunts et dettes assimilées	100 908	17 680	↑ +83 227	471 %
Emprunts et dettes financières	10 612 561	8 636 575	↑ +1 975 985	23 %
Trésorerie active	702 168	3 222 587	↓ - 2 520 419	(78)%
Endettement net	(9 910 393)	(5 413 989)	↓ - 4 496 404	83 %

Le total des dettes au 30 juin 2025, détaillé par échéance, s'établit comme suit :

Dettes - Fill Up Media - en €	Au 30/06/25	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	3 280 328	84 905	3 195 423	
Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit	7 332 233	1 791 054	5 541 179	-
dont à plus d'1 an à l'origine	7 231 325	1 690 146	5 541 179	
dont à moins d'1 an à l'origine	100 908	100 908		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-		
Fournisseurs et comptes rattachés	9 357 784	9 357 784		
Dettes fiscales	2 754 213	2 754 213		
Dettes sociales	543 016	543 016		
Dettes sur immobilisations	-	-		
Autres dettes	110 322	110 322		
Produits constatés d'avance	1 150 165	1 150 165		
Total	21 247 733	15 706 553	5 541 179	-

Les dettes bancaires se traduisent par des emprunts auprès d'établissements de crédit dont les conditions sont les suivantes :

Banque	Date début	Date fin	Montant initial en K€	Taux d'intérêt
BPI	oct-18	déc-25	500	5,15%
BNP	mai-20	mai-26	190	0,75%
CIC	mai-20	mai-26	190	0,70%
BPI	juin-20	mai-26	190	1,75%
HSBC	juin-20	mai-26	100	0,31%
CA	mai-20	mai-26	190	0,70%
CE	mars-23	avr-29	1 300	3,91%
BPI	déc-23	déc-30	1 500	7,37%
BNP	déc-23	déc-28	500	4,59%
CIC	janv-24	janv-29	750	6,10%
CA	juil-24	juil-29	1 500	4,99%
CE	juin-24	juin-29	200	5,10%
SG	mai-25	mai-30	800	4,70%
LCL	mai-25	nov-29	1 300	4,43%

2.3.6 Charges à payer

Charges à payer - Fill Up Media - en €	Au 30/06/25
Fournisseurs FNP	3 818 346
Intérêts courus sur emprunts	100 908
Congés payés et charges afférentes	273 074
Etat Charges à payer	22 885
Total	4 215 213

Les FNP incluent les redevances à verser aux réseaux selon leurs modalités propres (proportionnel ou fixe selon les réseaux).

2.3.7 Charges constatées d'avance

Les CCA, soit 180 308 € correspondent en grande partie aux loyers et aux redevances de crédit-bail, facturés par période à échoir.

2.3.8 Produits constatés d'avance

Les PCA, soit 1 150 165 € correspondent à la partie du CA diffusion postérieure à la date de clôture des comptes.

Ces produits sont reportés sur la période à laquelle ils correspondent.

2.4 Notes sur le compte de résultat

2.4.1 Reconnaissance des revenus

Le chiffre d'affaires relatif aux ventes de campagnes publicitaires est comptabilisé de la manière suivante, qu'il s'agisse d'une campagne locale ou nationale :

- frais d'adserving : 80% du montant de la commande au début de la diffusion,
- diffusion : 20% étalés en fonction de la durée de la commande.

Le terme « adserving » englobe l'ensemble des technologies et services mis en place pour diffuser les campagnes des annonceurs sur le réseau Fill Up Media.

Les frais d'adserving sont constitués principalement par :

- la création, la réception et l'archivage du bon de commande,
- la création et l'envoi de la facture et de l'échéancier de prélèvements,
- la mise en place des prélèvements automatiques (création du tiers, saisie des informations bancaires),
- la planification informatique des campagnes,
- la mise au format des spots vidéos (vérification de l'encodage audio et vidéo afin de s'assurer une qualité homogène sur le réseau).

L'ensemble de ces opérations de mise en place de la campagne à diffuser représente environ 90% du temps passé sur l'ensemble de la diffusion. En effet, toutes les opérations suivantes sont automatisées grâce à ce travail préparatoire (notamment les encaissements).

La diffusion du spot vidéo sur les écrans ne génère que peu de charge.

La société estime que les frais d'adserving correspondent à environ 80% du montant de la commande.

La création de spots publicitaires et les frais techniques ne sont pas compris dans les frais d'adserving.

La création de spots publicitaires correspond à la production en interne par la Société de clips vidéos réalisés pour les annonceurs et diffusés sur les écrans publicitaires. Ce produit est reconnu lors de son achèvement, qui correspond à la date de validation du bon de commande.

Les frais techniques correspondent aux coûts de mise en place de la diffusion des campagnes publicitaires. Ce produit est reconnu lors de son achèvement, qui correspond également à la date de validation du bon de commande.

Les autres produits connexes correspondent essentiellement aux « échanges marchandises ». L'échange marchandises est un échange à valeur égale de biens et/ou de services entre un client et un fournisseur. L'échange marchandises se pratique fréquemment dans le secteur de la communication et des médias. Il permet l'achat d'espace publicitaire en échange de biens ou de services de l'entreprise qui achète cet espace (par exemple, présence du logo d'un magazine sur l'affiche d'un spectacle). Fill Up Media a noué des contrats de partenariat de ce type avec des clubs et des événements sportifs, notamment au niveau local, avec le LOU Rugby et l'Olympique Lyonnais. Le produit et la charge sont reconnus lors de la prise d'effet de l'échange marchandises.

Les échanges marchandises s'élèvent à 44 K€ sur la période.

2.4.2 Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation se détaillent en :

Autres produits d'exploitation - FUM - en €	Au 30/06/25	Au 30/06/24	Var. en €	Var. en %
Production immobilisée	138 755	255 270	🔴 - 116 516	(46)%
dont Immobilisations incorporelles	138 755	255 270	🔴 - 116 516	(46)%
Subventions d'exploitation	7 433	2 500	🟡 +4 933	197 %
Reprises sur amort. et prov., transf. de charges	46 267	152 508	🔴 - 106 241	(70)%
dont Reprises sur prov. pour dépré. des actifs circulants	46 267	61 462	🔴 - 15 195	(25)%
dont Transferts de charges d'exploitation	-	91 046	🔴 - 91 046	(100)%
Autres produits	29 619	210	🟢 +29 409	14019 %
dont Produits divers de gestion courante	29 619	210	🟢 +29 409	14019 %
Total Autres produits d'exploitation	222 074	410 488	🔴 - 188 414	(46)%

2.4.3 Autres achats et charges externes

Les autres achats et charges externes se composent principalement de :

AACE - FUM - en €	Au 30/06/25	Au 30/06/24	Var. en €	Var. en %
Achats d'études et prestations de services	2 222 097	998 800	↑ +1 223 298	122 %
Achats non stockés de matières et fournitures	80 414	58 417	↑ +21 998	38 %
Sous-traitance générale	81 605	53 476	↑ +28 130	53 %
Redevances de crédit-bail	231 406	246 706	↓ - 15 300	(6)%
Locations	315 336	260 568	↑ +54 768	21 %
Charges locatives et de copropriété	12 500	12 569	→ - 69	(1)%
Entretien et réparations	110 410	116 706	↓ - 6 296	(5)%
Primes d'assurances	80 843	72 489	↑ +8 354	12 %
Études et recherches	5 298	-	↑ +5 298	N/A
Divers Services extérieurs	25 807	24 999	→ +808	3 %
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	280 900	269 250	↑ +11 650	4 %
Publicité, publications relations publiques	144 212	352 169	↓ - 207 957	(59)%
Déplacements , missions et réceptions	172 279	133 317	↑ +38 962	29 %
Frais postaux et de télécommunications	13 248	10 615	→ +2 633	25 %
Services bancaires et assimilés	59 797	33 564	↑ +26 233	78 %
Divers Autres services extérieurs	28 971	155 771	↓ - 126 801	(81)%
Total AACE	3 865 134	2 799 983	↑ +1 065 151	38 %

2.4.4 Résultat financier

Au 30 juin 2025, le résultat financier se présente ainsi :

Résultat financier - FUM - en €	Au 30/06/25	Au 30/06/24	Var. en €	Var. en %
Produits des autres val. mob. et créances de l'actif immobilisé	-	242	→ - 242	(100)%
Autres intérêts et produits assimilés	3 104	2 049	→ +1 055	51 %
Différences positives de change	0	-	→ +0	N/A
Total des produits financiers	3 104	2 291	→ +813	35 %
Dotations financières aux amortissements et provisions	80 510	-	↑ +80 510	N/A
Intérêts et charges assimilées	331 287	124 398	↑ +206 889	166 %
Total des charges financières	411 797	124 398	↑ +287 400	231 %
RESULTAT FINANCIER	(408 693)	(122 107)	↓ - 286 587	235 %

La dotation financière aux amortissements et provisions correspond à l'amortissement de la prime de remboursement des obligations convertibles (OC) émises fin 2024.

Les intérêts des OC s'élèvent à 75 k€ au 1^{er} semestre 2025.

2.5 Autres informations

2.5.1 Engagements hors bilan au 31 décembre 2024

	31/12/2024
Engagements donnés	
Nantissement FDC	2 542 282
Crédit bail (cf tableau spécifique)	
Engagements reçus	
Cautions - retenue de garantie marchés privés	150 000
Cautions - divers marchés	0

2.5.2 Engagement de crédit-bail :

	31/12/2024
VALEUR D'ORIGINE	2 088 558
AMORTISSEMENTS	
<i>Cumul exercices antérieurs</i>	938 918
<i>Dotations de l'exercice</i>	255 138
TOTAL	1 194 056
	0
REDEVANCES PAYEES	0
<i>Cumul exercices antérieurs</i>	946 687
<i>Exercice</i>	335 452
TOTAL	1 282 139
	0
REDEVANCES RESTANT A PAYER	0
<i>A un an au plus</i>	347 064
<i>A plus d'un an et cinq ans au plus</i>	860 190
<i>A plus de cinq ans</i>	15 525
TOTAL	1 222 779
	0
VALEUR RESIDUELLE	14 514

Les engagements n'ont pas varié de façon significative sur le premier semestre de l'exercice.

2.5.3 Indemnités de départ en retraite :

Tenant compte des paramètres classiques d'évaluation basés sur des hypothèses de turnover, de mortalité (TH 00-02 et TF 00-02), d'inflation des rémunérations et d'actualisation, et d'un départ à la retraite à 65 ans. La pyramide des âges de l'entreprise étant assez jeune, l'engagement actualisé est d'un montant peu significatif.

Taux de rotation non cadre :	15,0%
Taux de rotation cadre :	7,0%
Taux de progression des salaires :	3,0%
Taux d'actualisation :	3,0%
Taux de charges :	45,0%

2.5.4 Évènements postérieurs au 30 juin 2025

Aucun évènement de cette nature n'est à signaler à la date d'arrêté des comptes annuels.

2.6 Tableau des flux de trésorerie

Tableau de flux de trésorerie - FUM - en €	Au 30/06/25	Au 31/12/24
Résultat net	- 775 394	- 2 527 190
+/- Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises, QP de subventions	+930 347	+771 136
- Plus-values de cession	+50 783	+111 978
= Marge brute d'autofinancement	+205 737	- 1 644 077
- Variation du BFR (brut et retraité des comptes courants intragroupes débiteurs)	- 1 046 254	- 1 158 389
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'EXPLOITATION	- 840 517	- 2 802 467
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	+971 107
- Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	- 3 638 037	- 4 975 148
+/- Variation des immobilisations financières brutes	-	-
+/- Variation des dettes envers les fournisseurs d'immobilisations	-	-
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'INVESTISSEMENT	- 3 638 037	- 4 004 041
Variation du capital en numéraire	-	- 1 629 791
- Variation prime d'émission	- 26 250	+2 629 791
+/- Variation des subventions d'investissement	-	-
+/- Variation des emprunts	+1 975 985	+4 164 290
+/- Variation des comptes courants intragroupes	+8 400	- 6 137
FLUX DE TRESORERIE LIES AU FINANCEMENT	+1 958 135	+5 158 154
VARIATION DE TRESORERIE	- 2 520 419	- 1 648 354
Trésorerie à l'ouverture	+3 222 587	+4 870 940
Trésorerie à la clôture	+702 168	+3 222 587